

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BPCE LEASE NOUMEA

Société anonyme au capital de 262 534 400 XFP
Siège social : 29, rue Georges Clémenceau, Immeuble Botticelli,
BP L3 98849 Nouméa Cedex – 98800 Nouméa
B 020 107 RCS Nouméa

Comptes annuels au 31 décembre 2024

Approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 22 mai 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPCE LEASE NOUMEA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bordeaux, le 7 mai 2025

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Antoine Priollaud

BILAN ET HORS BILAN

En milliers d'XPF

ACTIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
CAISSES, BANQUES CENTRALES		-	-
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	244 763	86 012
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3.2	381 692	438 778
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	3.3	-	-
OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATIONS SIMPLES	3.4	5 124 820	6 065 450
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3.5	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3.5	-	-
AUTRES ACTIFS	3.6	48 950	156 246
COMPTES DE REGULARISATION	3.7	99 419	105 472
TOTAL DE L'ACTIF		5 899 644	6 851 957

HORS BILAN	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4.1	277 759	306 564

En milliers d'XPF

PASSIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	5 331 992	6 317 754
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3.2	-	-
AUTRES PASSIFS	3.6	57 852	28 633
COMPTES DE REGULARISATION	3.7	2 275	3 526
PROVISIONS	3.8	596 659	107 399
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	3.9	- 89 133	394 646
Capital souscrit		262 534	262 534
Primes d'émission		177 889	177 889
Réserves		45 211	45 211
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		- 90 989	- 59 947
Résultat de l'exercice – +/-		- 483 779	- 31 042
TOTAL DU PASSIF		5 899 645	6 851 958

HORS BILAN	Notes	31/12/2024	31/12/2024
Engagements reçus			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4.1	-	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	4.1	1 975 903	1 975 903

COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'XPF

	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	5.1	17 747	23 521
Intérêts et charges assimilées	5.1	-121 437	-101 716
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	5.2	2 645 581	2 904 240
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	5.2	-2 864 003	-2 665 447
Commissions – produits	5.3	607	1 332
Commissions – charges	5.3	-20 300	-26 523
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.5		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.6		
Autres produits d'exploitation bancaire	5.4	655	262
Autres charges d'exploitation bancaire	5.4	-2 749	-3 339
PRODUIT NET BANCAIRE		-343 899	132 331
Charges générales d'exploitation	5.5	-122 664	-149 702
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		0	0
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		-466 563	-17 371
Coût du risque	5.6	13 423	27 202
RESULTAT D'EXPLOITATION		-453 139	9 831
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.10		
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		-453 139	9 831
Résultat exceptionnel	5.11		
Impôt sur les bénéfices	5.7	-30 640	-40 873
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
RESULTAT NET		-483 779	-31 042

NOTE 1. CADRE GENERAL

1.1 BPCE Lease Nouméa

BPCE Lease Nouméa est une Société Anonyme spécialisée dans les opérations de Crédit-Bail et assimilées dont le statut et le fonctionnement sont définis par la loi du 24 juillet 1966.

Elle est régie par la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit et par la loi n° 96 597 du 2 juillet 1996 se rapportant à la modernisation des activités financières, ainsi que par les textes précisant leurs modalités d'application.

La législation commerciale, notamment les dispositions relatives aux sociétés anonymes de la loi 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée, est applicable à BPCE Lease Nouméa pour autant qu'elle soit compatible avec les dispositions énumérées ci-dessus.

La société BPCE Lease Nouméa a opté pour le statut de société de financement – selon la décision du collège de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution – ACPR du 30 octobre 2014 actant le retrait d'agrément.

Les comptes annuels de BPCE Lease Nouméa sont présentés en francs pacifiques, qui est la devise fonctionnelle de la société.

1.2 Evénements significatifs

En 2024, à compter du 13 mai, des émeutes ont eu lieu en Nouvelle-Calédonie suite à la volonté de modifier un projet constitutionnel. Ces émeutes s'inscrivent dans un climat de crise économique s'aggravant depuis 2020 et d'inégalités persistantes sur l'île

Les émeutiers ont provoqué d'importants dégâts aux infrastructures et commerces de l'archipel, avec un coût estimé à 2,2 milliards d'euros et deux points du PIB annuel de la Nouvelle-Calédonie. 7 000 emplois sont détruits représentant 10 % de l'emploi privé sur l'île et deux des trois usines de nickel de l'île sont menacées de fermeture représentant à nouveau 8 000 emplois potentiellement perdus. Environ 1 000 entreprises ont fermé depuis le début de la crise.

Afin de pallier les difficultés rencontrées par les entreprises locales, BPCE Lease Nouméa a mis en place un report d'échéance de 6 mois à partir de juin 2024. Au 31 décembre 2024, le montant global des échéances reportées s'élève à 292 327 018 XPF.

Par ailleurs, BPCE Lease Nouméa pour se couvrir du risque associé aux pertes éventuelles liées aux dégâts a constaté une provision dans ces comptes décomposée comme suit :

- Une provision sur l'encours net des dossiers sinistrés et impactés directement pour 119 331 742 XPF. Cette provision est justifiée par les fortes incertitudes sur le remboursement de certaines assurances dans la mesure où le risque émeute n'est pas prévu au contrat.
- Une provision de prudence sur le montant des reports et des encours pour 477 326 968 XPF. Le taux de prudence retenu est de 50 % du fait de l'ampleur des dégâts mentionnés supra.

1.3 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun élément significatif remettant en cause la sincérité et l'image fidèle des états financiers au 31 décembre 2024 n'a eu lieu depuis le 1^{er} janvier 2025.

NOTE 2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de BPCE Lease Nouméa sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables – ANC.

2.2 Changements de méthodes comptables

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par le Comité de la Réglementation Comptable lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale – à vue ou à terme et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature – comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle. Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

2.3.2 Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables – ANC sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales – durée, taux d'intérêt des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

2.3.3 Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables – ANC notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchuées de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et/ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

2.3.4 Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.3.5 Opérations de crédit-bail et de locations simples

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien / remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective.

En application de ce même avis, le crédit bailleur a la possibilité d'amortir les actifs concernés dans ses comptes individuels soit sur la durée du contrat – amortissement financier i.e. égal à la fraction de loyer acquise, soit sur la durée normale d'utilisation du bien – amortissement linéaire / dégressif. Le choix de l'option s'applique à l'ensemble des biens affectés à une même catégorie d'opérations.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables – ANC, les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables – ANC.

2.3.6 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par :

- le règlement CRC n° 2004-06 relatif à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs et,
- le règlement CRC n° 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

2.3.7 Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L. 311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du CRC n° 2000-06.

2.3.8 Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

NOTE 3. INFORMATIONS SUR LE BILAN

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

3.1 Opérations interbancaires

Opérations interbancaires

<i>En milliers d'XPF</i>		
ACTIF	31/12/2024	31/12/2023
Créances à vue	244 763	86 012
Comptes ordinaires	244 763	86 012
TOTAL	244 763	86 012

Les créances et dettes à vue correspondent exclusivement à des opérations réalisées avec le groupe.

En milliers d'XPF

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Dettes à vue	997 657	885 895
<i>Comptes ordinaires créditeurs</i>	997 657	885 895
Dettes à terme	4 334 334	5 431 859
<i>Comptes et emprunts à terme</i>	4 334 334	5 431 859
<i>Valeurs et titres donnés en pension à terme</i>		
Dettes rattachées		
TOTAL	5 331 992	6 317 754

Les dettes à terme réalisées avec le groupe – y compris les dettes rattachées s'élèvent à 5 431 859 milliers de francs pacifiques au 31 décembre 2023 contre 4 334 334 milliers de francs pacifiques au 31 décembre 2024.

3.2 Opérations avec la clientèle

En milliers d'XPF

ACTIF	31/12/2024	31/12/2023
Autres concours à la clientèle	377 985	426 777
<i>Crédits de trésorerie et de consommation</i>		
<i>Crédits à l'équipement</i>	377 985	426 777
Autres sommes dues	2 114	2 136
Créances rattachées	1 496	4 525
Créances douteuses	3 832	22 498
Dépréciations des créances sur la clientèle	- 3 734	- 17 157
Total	381 692	438 778

En milliers d'XPF

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Autres sommes dues	0	0
Total	0	0

3.3 Autres titres détenus à long terme

En milliers d'XPF	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs brutes	0	0
<i>Participations et autres titres détenus à long terme</i>	0	0
Immobilisations financières nettes	0	0

3.4 Opérations de crédit-bail et location simple

En milliers d'XPF	31/12/2024				31/12/2023		
	Immobilier	Mobilier	Location simple	Total	Mobilier	Location simple	Total
Encours clientèle		4 633 772	193 172	4 826 944	5 801 128	213 943	6 015 071
Biens temporairement non loués		93 276	0	93 276	116 380	0	116 380
Encours douteux		97 759	0	97 759	85 534	0	85 534
Dépréciation encours douteux		- 70 156	0	- 70 156	- 71 139	0	- 71 139
Dépréciation biens non loués		- 88 443	0	- 88 443	- 107 537	0	- 107 537
Créances rattachées		248 262	17 177	265 439	24 531	2 611	27 141
Total	0	4 914 471	210 349	5 124 820	5 848 896	216 554	6 065 450

Evolution de la réserve latente

En milliers d'XPF	31/12/2024	31/12/2023
Encours financier net	4 818 712	6 010 762
Immobilisations nettes	-4 818 712	-6 010 762
<i>- Dont provision RL négative</i>	-358 647	-285 897
Réserve latente brute	0	0
Impôts différé	0	0
Réserve latente nette	0	0

La réserve latente étant négative globalement, une provision a été constatée dans les comptes sociaux afin de déprécier la Valeur Nette Comptable à hauteur de la Valeur Nette Financière pour un montant de 358 647 KXPF et ainsi couvrir le montant négatif de cette réserve latente.

3.5 Immobilisations incorporelles et corporelles

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Valeurs brutes	0	0	0	0	0
Logiciels	0				0
Amortissements et dépréciations	0	0	0	0	0
Logiciels	0				0
Total valeurs nettes	0	0	0	0	0

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Valeurs brutes	14 600	0		0	14 600
<i>Autres immobilisations corporelles d'exploitation</i>	<i>14 600</i>	<i>0</i>		<i>0</i>	<i>14 600</i>
Amortissements et dépréciations	14 600	0		0	14 600
<i>Autres immobilisations corporelles d'exploitation</i>	<i>14 600</i>	<i>0</i>		<i>0</i>	<i>14 600</i>
Total valeurs nettes	0	0	0	0	0

3.6 Autres actifs et autres passifs

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Créances et dettes sociales et fiscales	39 878	39 553	147 333	15 427
Dépôts de garantie reçus et versés	4 208	0	4 208	0
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	4 864	18 299	4 705	13 207
Provision débiteurs divers	0		0	
TOTAL	48 950	57 852	156 246	28 633

3.7 Comptes de régularisation

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Charges et produits constatés d'avance		2 275		3 526
Produits à recevoir/Charges à payer	99 419		105 472	
Valeurs à l'encaissement				
TOTAL	99 419	2 275	105 472	3 526

3.8 Provisions

3.8.1 Tableau de variation des provisions

Détail des provisions

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2023	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2024
Provisions pour engagements sociaux	0				0
Provisions pour PEL/CEL	0				0
Autres provisions pour risques	107 399	489 260		0	596 659
Total	107 399	489 260		0	596 659

En 2024, du fait du risque lié aux émeutes en Nouvelle Calédonie, une provision de 596 659 milliers de francs pacifiques a été constatée.

3.8.2 Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2023	Dotations	Utilisations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2024
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	89 064	16 952	- 31 452	0		73 889
Dépréciations sur créances prêt clientèle	17 157	0	- 13 423	0		3 734
Dépréciations sur créances crédit bail clientèle	71 907	16 952	- 18 028	0	- 676	70 155
Dépréciations sur autres créances	0					0
TOTAL	89 064	16 952	- 31 452	0	- 676	73 889

3.9 Capitaux propres

<i>En milliers d'XPF</i>	Capital	Primes d'émission	Réserves/ Autres	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2023	262 534	177 889	48 917	- 63 653	425 688
Variation de capital					0
Résultat de la période				- 483 779	- 483 779
Distribution de dividendes			0		0
Autres mouvements			- 31 042	31 042	0
Total au 31 décembre 2024	262 534	177 889	- 45 778	- 483 779	- 89 133

Le capital social de BPCE Lease Nouméa s'élève à 262 534 milliers de francs pacifiques et est composé de 10 880 actions d'une valeur nominale de 24 130 francs pacifiques chacune au 31 décembre 2024.

Au cours de l'exercice 2024, BPCE Lease Nouméa n'a pas distribué de dividendes à ses actionnaires.

3.10 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

<i>En milliers d'XPF</i>	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminé	31/12/2024
Total des emplois	861 689	1 584 100	3 177 022	128 463	0	5 751 275
Effets publics et valeurs assimilées						0
Créances sur les établissements de crédit	244 763					244 763
Opérations avec la clientèle	39 617	108 076	150 272	83 728		381 692
Obligations et autres titres à revenu fixe						0
Opérations de crédit-bail et de locations simples	577 309	1 476 024	3 026 751	44 735		5 124 820
Total des ressources	1 637 183	1 572 196	2 122 613	0	0	5 331 992
Dettes envers les établissements de crédit	1 637 183	1 572 196	2 122 613	0		5 331 992
Opérations avec la clientèle	0					0

NOTE 4. INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN**4.1 Engagements reçus et donnés****4.1.1 Engagements de financement**

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement donnés		
en faveur des établissements de crédit		
en faveur de la clientèle	277 759	306 564
Ouverture de crédits documentaires		
Autres ouvertures de crédits confirmés		
Autres engagements		
Total des engagements de financement donnés	277 759	306 564
Engagements de financement reçus		
d'établissements de crédit	0	0
de la clientèle		
Total des engagements de financement reçus	0	0

4.1.2 Engagements de garantie

<i>En milliers d'XPF</i>	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	1 975 903	1 975 903
Total des engagements de garantie reçus	1 975 903	1 975 903

NOTE 5. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 Intérêts, produits et charges assimilés

<i>En milliers d'XPF</i>	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit		– 121 437	– 121 437		– 101 716	– 101 716
Opérations avec la clientèle	17 747		17 747	23 521		23 521
Obligations et autres titres à revenu fixe			0			0
Dettes subordonnées			0			0
Autres*			0			0
Total	17 747	– 121 437	– 103 690	23 521	– 101 716	– 78 194

5.2 Produits et charges sur opérations de crédit-bail et location simple

<i>En milliers d'XPF</i>	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de crédit-bail et location financière						
Loyers – 1	2 483 724		2 483 724	2 652 911		2 652 911
Indemnités de résiliation	0		0	0		0
Commissions	6 101		6 101	8 126		8 126
Résultats de cession	42 477	– 154 639	– 112 162	43 450	– 311 967	– 268 517
Dépréciation			0			0
Dépréciation créances diverses d'exploitation			0			0
Dépréciation biens non loués	17 937	– 1 899	16 037	0	– 35 370	– 35 370
Amortissement		– 2 051 710	– 2 051 710		– 2 193 678	– 2 193 678
Pertes sur créances irrécouvrables	– 16 266		– 16 266	0		0
Dotations aux provisions sur créances douteuses	– 17 045	– 72 304	– 89 349	– 57 804	0	– 57 804
Reprises de provisions sur créances douteuses	18 276		18 276	76 675		76 675
Reprises de provisions pour risque et charges		– 489 955	– 489 955		– 41 826	– 41 826
Autres produits et charges	27 145	– 23 813	3 332	52 256	– 21 267	30 988
	2 562 349	– 2 794 319	– 231 970	2 775 614	– 2 604 109	171 505
Opérations de location simple						
Loyers	78 906		78 906	71 157		71 157
Résultats de cession	3 693	– 2 968	725	56 569	– 1 740	54 829
Dépréciation – et pertes irrécouvrables			0			0
Amortissement		– 66 682	– 66 682		– 59 547	– 59 547
Reprises de provisions sur créances douteuses	0		0	0		0
Pertes sur créances irrécouvrables	0		0	0		0
Autres produits et charges	634	– 35	599	899	– 51	848
	83 233	– 69 684	13 548	128 625	– 61 338	67 288
Total	2 645 581	– 2 864 003	– 218 422	2 904 240	– 2 665 447	238 793

5.3 Commissions

<i>En milliers d'XPF</i>	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire		– 20 300	– 20 300		– 26 523	– 26 523
Opérations avec la clientèle	607		607	1 332		1 332
Autres commissions – etal commis ifrs			0			0
Total	607	– 20 300	– 19 692	1 332	– 26 523	– 25 191

5.4 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

<i>En milliers d'XPF</i>	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun			0			0
Refacturations de charges et produits bancaires	0	- 2 749	- 2 749	0	- 3 339	- 3 339
Activités immobilières			0			0
Prestations de services informatiques			0			0
Autres activités diverses			0			0
Autres produits et charges accessoires	655		655	262		262
Total	655	- 2 749	- 2 095	262	- 3 339	- 3 077

5.5 Charges générales d'exploitation

<i>En milliers d'XPF</i>	Exercice 2024	Exercice 2023
Frais de personnel	- 17 306	- 19 263
Salaires et traitements	- 12 179	- 14 903
Charges de retraite et assimilées – 1	- 5 127	- 4 360
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes	- 1 341	- 2 001
Autres charges générales d'exploitation	- 104 017	- 128 438
Total des autres charges d'exploitation	- 105 358	- 130 439
Total	- 122 664	- 149 702

Les refacturations de BPCE Lease ont été de 76 millions de francs pacifiques en 2024 contre 90 millions de francs pacifiques en 2023.

5.6 Coût du risque

<i>En milliers d'XPF</i>	Exercice 2024					Exercice 2023				
	Dotations	Reprises	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
<i>Dépréciations d'actifs</i>										
Clientèle	0	13 423		0	13 423	- 941	28 143		0	27 202
Débiteurs divers					0					0
Total	0	13 423		0	13 423	- 941	28 143		0	27 202

5.7 Impôt sur les bénéfices

En milliers d'XPF	
Bases imposables aux taux de	30.00 %
Au titre du résultat courant	-453 139
Réintégration	662 670
Déduction	-107 399
IS forfaitaire	0
Bases imposables	102 132
Imputation des déficits antérieurs	
Résultat fiscal après imputation des déficits antérieurs	102 132
IS (30 %)	-30 640
IS	0
Impôt comptabilisé	-30 640
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	
Provisions pour impôts	
TOTAL	-30 640

NOTE 6. AUTRES INFORMATIONS**6.1 Consolidation**

Les comptes individuels de BPCE Lease Nouméa sont intégrés dans les comptes consolidés de BPCE.

6.2 Honoraires des Commissaires aux comptes

En milliers d'XPF	PriceWaterhouseCoopers			
	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Montant – HT	%	Montant – HT	%
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 141	96 %	2 079	96 %
Services autres que la certification des comptes	66	4 %	64	4 %
TOTAL	2 207		2 143	

6.3 Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45-I du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'Economie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considéré comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvait avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces Etats et territoires – mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009. Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 21 août 2013 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2024, BPCE Lease Nouméa n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

Les informations relatives aux implantations par pays en application de l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014 modifiant l'article L. 511-45 du code monétaire et financier figurent dans le document de référence du groupe BPCE.

6.4 Rémunération aux membres des organes d'administration et de direction

Il n'a pas été versé de jetons de présence aux organes d'administration et de Direction au cours de l'exercice.

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, suivant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter résultat de l'exercice 2024 de BPCE Lease Nouméa soit une perte de 483 778 715,00 francs pacifiques (4 054 065,64 euros), augmenté du report à nouveau débiteur de l'exercice précédent de 90 988 649,85 francs pacifiques (762 484,88 euros) soit au total une perte d'un montant de 574 767 364,85 francs pacifiques (4 816 550,53 euros) de la façon suivante :

- Report à nouveau -574 767 364,85 XPF (4 816 550,53 euros)

Conformément à la Loi, il est précisé que les montants du dividende mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET	MONTANT GLOBAL DU DIVIDENDE DISTRIBUE
2021	145,00 € par action*	1 577 600,00 €
2022	0,00 € par action*	0,00 €
2023	0,00 € par action*	0,00 €

(*) Les dividendes sont éligibles à l'abattement en application des dispositions de l'article 158-3 2° du CGI.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 7 Promenade Germaine Sablon 75013 Paris